

[Allez directement au contenu.](#)



- [Gouvernement en ligne](#)
- [Administration électronique](#)
- [Sécurité de l'information](#)
- [Ministère](#)
- [Service aérien gouvernemental](#)

Connaissances

- [Communautés de pratique](#)
- [Logiciels libres](#)
- [Bulletin e-Veille](#)

Recherche

e-Veille

À la rencontre des gouvernements en ligne du globe

Avril 2006

- [L'importance des variables sociodémographiques sur l'utilisation d'Internet](#)
- [Fracture numérique et compétences des adultes : situation préoccupante pour le Québec](#)
- [Combattre la fracture numérique à travers le Canada](#)
- [Un fossé numérique existe aussi aux États-Unis](#)
- [Des gestes en faveur d'une plus grande accessibilité à la société de l'information : exemples d'initiatives des provinces canadiennes](#)

Fracture numérique et initiatives gouvernementales en Amérique du Nord

L'importance des variables sociodémographiques sur l'utilisation d'Internet

Selon la dernière édition du rapport NETendances, publié par le CEFRIO en 2005, 63,5 % des adultes québécois utilisaient Internet. Toutefois, l'utilisation d'Internet n'est pas uniforme à l'intérieur de la population et différents groupes demeurent des témoins inactifs de la société de l'information. Alors qu'au fil des ans, la fracture numérique qui existe entre les hommes et les femmes tend globalement à diminuer, les effets de certaines variables, telles que l'âge, la scolarité, le revenu du ménage et l'occupation, jouent toujours un rôle

déterminant dans l'utilisation d'Internet. Toujours selon les données de NETendances, l'écart entre le pourcentage d'internautes chez les 18-24 ans et les 65 ans et plus, qui se chiffrait à 53,7 points de pourcentage en 2000, représentait 64,9 % en 2005. Même situation pour les personnes qui sont titulaires d'un diplôme d'études universitaires comparativement à celles qui n'ont qu'une formation primaire où l'écart de 62,5 % en 2000 est passé à 71,6 % en 2005.

Pour mieux comprendre la fracture numérique au Québec et quantifier les liens qui existent entre les variables sociodémographiques et l'utilisation d'Internet, le CEFRIO a réalisé une étude statistique multivariée à partir des résultats de NETendances. L'analyse par régression logistique dont il est question ici a été réalisée à partir des données recueillies entre janvier 2002 et décembre 2005.

La régression logistique est une technique statistique qui sert à modéliser la relation entre une variable dépendante et plusieurs variables explicatives. Dans le cas présent, cet outil a permis de concevoir un modèle pour expliquer l'utilisation d'Internet au cours de la dernière semaine en fonction du plus haut niveau de scolarité atteint, de l'âge, du revenu annuel du ménage, de l'occupation principale et du sexe, ces cinq facteurs étant considérés simultanément. Le modèle est construit en faisant entrer les variables une à la fois, selon leur importance. Ici, la scolarité fut la première variable considérée par le modèle explicatif. L'âge s'est ajouté, suivi du revenu et de l'occupation. Le sexe, pour sa part, n'est entré dans le modèle qu'à la dernière étape.

Le résultat de cette régression logistique confirme l'impact de l'ensemble de ces variables sociodémographiques sur l'utilisation d'Internet, même lorsque ces variables sont considérées simultanément. En effet, toutes les variables explicatives sont significatives dans le modèle au seuil de 5 % (tous les seuils observés sont inférieurs à 5 %).

Propension à utiliser Internet selon certaines caractéristiques sociodémographiques¹ (modèle de régression logistique), dans la population québécoise adulte, de 2002 à 2005

	Seuil observé ²	Rapport de cotes ³	Intervalle de confiance (95 %) ⁴
Plus haut niveau de scolarité atteint	0,000		
<i>Primaire</i>		1,00	...
Diplôme d'études secondaires		2,016	(1,824 - 2,229)
Diplôme d'études collégiales		4,335	(3,913 - 4,803)
Diplôme d'études universitaires		9,994	(8,419 - 10,349)
Groupe d'âge	0,000		
<i>de 18 à 24 ans</i>		1,00	...
de 25 à 34 ans		0,655	(0,607 - 0,708)
de 35 à 44 ans		0,534	(0,495 - 0,575)
de 45 à 54 ans		0,343	(0,318 - 0,370)
de 55 à 64 ans		0,223	(0,205 - 0,242)
65 ans et plus		0,126	(0,115 - 0,138)
Revenu du ménage (annuel)	0,000		
<i>Moins de 20 000 \$</i>		1,00	...
de 20 000 \$ à 39 999 \$		1,547	(1,464 - 1,634)
de 40 000 \$ à 59 999 \$		2,279	(2,151 - 2,414)
60 000 \$ et plus		3,861	(3,637 - 4,098)
Occupation principale	0,000		
<i>Travailleur</i>		1,00	...
Au foyer, sans emploi, à la retraite		0,701	(0,670 - 0,734)
Étudiant		3,175	(2,881 - 3,500)
Sexe	0,000		
<i>Homme</i>		1,00	...

1. La catégorie de référence est inscrite en italique. [Retour au tableau](#)
2. Seuil observé : probabilité que le résultat observé soit le fruit du hasard. [Retour au tableau](#)
3. Rapport de cotes : propension à appartenir à un groupe (ici le groupe d'internautes) par rapport à une catégorie de référence. Un rapport de cote plus grand que 1 indique une augmentation des chances de faire partie d'un groupe, tandis qu'un rapport de cote de moins de 1 diminue les probabilités d'appartenance à ce groupe. [Retour au tableau](#)
4. Intervalle de confiance : intervalle construit autour de la valeur observée et ayant une certaine probabilité (ici 95 % des chances) de contenir la valeur réelle. [Retour au tableau](#)

Source : *Enquête NETendances*, de 2002 à 2005.

Le tableau précédent confirme de façon éloquente ce qu'on pouvait observer en analysant les variables individuellement. Ainsi, la propension à utiliser Internet augmente significativement avec le nombre d'années d'études. Le rapport de cotes entre les diplômés universitaires et ceux qui n'ont fait que des études primaires se situe à près de 10. On peut interpréter ce résultat en disant qu'un *diplômé universitaire serait dix fois plus susceptible d'utiliser Internet que quelqu'un qui n'aurait fait que des études primaires*.

À l'opposé, on remarque que la propension à utiliser Internet diminue avec l'âge. Comme l'indique le tableau, le rapport de cotes entre les jeunes de 18 à 24 ans et les aînés de 65 ans et plus est de 0,126 (ou environ 1/8). Donc, on peut interpréter ce résultat statistique en mentionnant que *les adultes âgés de 65 ans et plus sont huit fois moins susceptibles d'utiliser Internet que les 18-24 ans*.

En ce qui a trait aux autres variables analysées, la régression logistique confirme que l'utilisation d'Internet augmente avec le revenu familial et qu'il est plus élevé chez les étudiants que chez les travailleurs ou les personnes inactives sur le plan professionnel (au foyer, chômeurs, assistés sociaux, retraités, etc.). Comme la période de référence des données couvre les années 2002-2005, on mesure un écart entre les hommes et les femmes, caractérisé par un rapport de cotes de 0,869, ce qui voudrait dire que les femmes sont 1,15 fois moins susceptibles d'utiliser Internet que les hommes.

Ces chiffres témoignent donc des multiples visages de la fracture numérique au Québec. Celle-ci n'est pas simplement caractérisée par le revenu ou la scolarité, mais aussi par un ensemble complexe de facteurs qui s'additionnent. Ainsi, un adulte âgé qui cumulerait un faible niveau de scolarité, un faible revenu et qui ne serait pas actif sur le marché du travail voit ses chances d'utiliser Internet considérablement réduites. Ces citoyens particulièrement vulnérables sont aujourd'hui laissés pour compte dans la société de l'information...

Rédactrice : Sabrina Côté, analyste en statistique, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Sources :

Côté, Sabrina, Isabelle Vachon et Eric Lacroix, CEFRIO. *NETendances 2005 : Portrait de l'utilisation d'Internet au Québec*, février 2006, versions [abrégée](#) et [intégrale](#).



Fracture numérique et compétences des adultes : situation préoccupante pour le Québec

Récemment publiée, l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) permet d'illustrer le lien entre les compétences des adultes et leur utilisation de l'ordinateur et d'Internet. Et la situation n'est pas très rose pour le Québec. On le sait depuis quelques années, malgré un certain rattrapage, l'utilisation d'Internet demeure plus faible au Québec que dans le reste du Canada. L'EIACA vient aussi confirmer que les compétences des Québécois en compréhension de textes sont plus faibles que la moyenne nationale.

Quelques mots sur les tests de compétences

Selon le *Quotidien* de Statistique Canada¹ :

L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) de 2003 a été menée auprès de plus de 23 000 Canadiens, en vue d'évaluer leurs compétences sur quatre échelles, soit la compréhension de textes suivis, la compréhension de textes schématiques, la numératie et la résolution de problèmes. Les compétences ont été évaluées selon cinq niveaux, en ordre ascendant.

Une publication de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)² permet d'en connaître un peu plus sur les tests utilisés pour l'enquête :

QUATRE DOMAINES DE COMPÉTENCE sont mesurés directement par le biais de tâches à compléter par les répondants :

1. *Compréhension de textes suivis : compréhension et utilisation de l'information contenue dans des éditoriaux, des reportages, des brochures, des dépliants, des manuels, etc. ;*
2. *Compréhension de textes schématiques : repérage et utilisation de l'information contenue dans des tableaux, des diagrammes, des cartes géographiques, etc. ;*
3. *Numératie : traitement de l'information mathématique présente dans des activités de la vie courante (établir le solde d'un compte de chèques, calculer un pourboire, etc.) ;*
4. *Résolution de problèmes : approche visant à prendre des mesures concrètes dans des tâches complexes pour lesquelles il n'y a pas de procédure courante de résolution.*

Notés sur un total de 500 points, ces tests permettent de classer les adultes selon les cinq niveaux ascendants. Et l'ISQ précise :

(...)
Niveau 3 : Ce niveau est considéré comme « le niveau minimal permettant de comprendre et d'utiliser l'information contenue dans des textes et des tâches de difficulté grandissante qui caractérisent la société du savoir émergente et l'économie de l'information » (Statistique Canada et OCDE, 2005) ; il peut être vu comme le niveau « souhaité » de compétence pour fonctionner aisément dans la société actuelle.

Position du Québec dans le Canada

Globalement, une majorité des adultes (16 ans et plus) du Québec n'atteignent pas le niveau souhaité pour fonctionner aisément dans la société actuelle. En effet, pour le test de **compréhension de textes suivis**, 45 % des adultes québécois atteignent ou dépassent le niveau 3, comparativement à 52 % pour l'ensemble des adultes canadiens. Pour ce qui est de la **compréhension de textes schématiques**, 43 % des adultes québécois atteignent le niveau souhaité. Un peu plus de quatre adultes québécois sur dix (41 %) obtiennent un résultat qui leur permet d'atteindre au moins le niveau 3.

Pour les tests de compréhension de textes, Statistique Canada divise les provinces et territoires en trois strates :

- Les provinces et territoires dont les performances dépassent la moyenne canadienne. On y trouve le Yukon, la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan.
- Les provinces et territoires dont les résultats sont similaires à la moyenne canadienne. S'y situent, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, l'Ontario, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest.
- Enfin, les provinces dont les résultats sont inférieurs à la moyenne canadienne. On y compte Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec et le Nunavut. Il est à noter cependant que pour les tests de numératie, le Québec se situe dans la strate dont les résultats sont semblables à la moyenne canadienne.

En conclusion, malgré une amélioration notable depuis 1994, le Québec a encore du chemin à faire pour rattraper ce retard mesuré par les tests de compétence.

Lien entre compétences et utilisation d'Internet

Une [analyse de Statistique Canada](#) confirme le lien entre les compétences mesurées par les tests de compréhension de textes et l'utilisation de l'ordinateur et d'Internet. En fait, plus un adulte utilise l'ordinateur ou Internet, meilleurs sont ses résultats aux divers tests de compétences. Il est cependant difficile d'établir clairement le lien de cause à effet : est-ce l'utilisation assidue de l'ordinateur ou d'Internet qui amène un adulte à mieux répondre aux tests ou ses compétences personnelles le prédisposent-elles à utiliser davantage les technologies ?

Quoi qu'il en soit, le fait demeure : non seulement les adultes dont les compétences sont les plus faibles présentent-ils des difficultés à

fonctionner dans la société du savoir, mais en plus, dans la majorité des cas, ils subissent la fracture numérique. Ils sont donc souvent privés d'un accès à l'ordinateur ou à Internet. Pourtant, ces outils technologiques sont de formidables moyens d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer des compétences ou de maintenir certains acquis cognitifs.

On constate que, par rapport à la moyenne des provinces canadiennes, le Québec soulève une problématique double. D'une part, sa population répond moins bien aux tests de compétence et, d'autre part, son utilisation des technologies demeure plus faible que celle mesurée dans le reste du Canada. Le défi est donc double, on doit à la fois chercher à améliorer l'accès aux technologies et continuer à fournir les efforts pour améliorer les compétences des adultes.

Des initiatives passées, comme le programme Brancher les familles, ont connu un succès indéniable pour ce qui est d'augmenter l'utilisation d'Internet au Québec. Cependant, ce programme ne visait pas nécessairement les clientèles les plus vulnérables. Comme on peut le constater à la lecture de l'article de Sabrina Côté publié dans cette édition du bulletin, les exclus de la société de l'information ne sont pas les jeunes familles avec enfants, mais plutôt les adultes moins scolarisés, les moins fortunés, les plus âgés et les personnes qui ne sont pas sur le marché du travail.

Il faut donc concentrer les efforts pour améliorer l'accès à Internet, sa disponibilité, sa qualité (haute vitesse) et son accessibilité économique, sur les clientèles qui demeurent vulnérables. Parallèlement, les efforts d'amélioration des compétences des adultes doivent être maintenus, même s'ils portent leurs fruits depuis 1994³. La table est mise...

Rédacteur : Eric Lacroix, directeur des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Sources :

Institut de la statistique du Québec. [Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes \(EIACA\)](#), 2003.

Veenhof, B., Y. Clermont et G. Sciadas, Statistique Canada. [Littératie et technologies numériques : liens et résultats](#), décembre 2005.

Statistique Canada. « [Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes](#) », *Le Quotidien*, 9 novembre 2005.



Combattre la fracture numérique à travers le Canada

Quoiqu'Internet ait été adopté assez rapidement par la société canadienne, certains groupes de la population ne participent toujours pas à la société de l'information. Comme on le mentionne dans les articles précédents, différents facteurs sont associés à la fracture numérique. Afin d'y remédier, le gouvernement du Canada a développé différents programmes qui permettent à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à un ordinateur, au réseau Internet, à la large bande et à de nouveaux services (commerce électronique, télé-santé, apprentissage en ligne).

L'éloignement et l'accès à Internet

Au Canada, le lieu de résidence joue un rôle important quant à l'utilisation d'Internet et au type de branchement. Selon des données d'Ekos Research Associates, les trois quarts (76 %) des Canadiens âgés de 16 ans et plus qui habitent un milieu urbain utilisent Internet, 69 % ont accès à Internet à la maison dont la majorité (62 %) disposent de la haute vitesse. Le scénario diffère complètement en milieu rural où 65 % des Canadiens sont des utilisateurs d'Internet et où 59 % des gens possèdent Internet à la maison, mais seulement le tiers au moyen d'une connexion haute vitesse.

Face à cette réalité, le gouvernement canadien a mis en place un éventail de programmes pour accroître l'accessibilité à la large bande, une infrastructure, somme toute, très importante au 21^e siècle.

Accès à la large bande en régions rurales et éloignées

En avril 2002, le gouvernement canadien, par l'intermédiaire du Centre de recherches sur les communications (CRC), a lancé le programme

Accès à la large bande en régions rurales et éloignées. Ainsi, le CRC s'est engagé, jusqu'en 2007, à coordonner l'exécution de travaux de recherche et de développement sur les sujets les plus susceptibles d'avoir une incidence sur la disponibilité de l'accès Internet par large bande dans les régions éloignées. La recherche sera d'abord effectuée, puis des technologies à large bande novatrices et abordables seront développées et mises à l'essai. De plus, le CRC assure la promotion des concepts auprès des entreprises afin qu'elles puissent fournir des services à large bande aux régions mal desservies.

Initiative nationale de satellite

Lancée en octobre 2003 par Industrie Canada en partenariat avec Infrastructure Canada et l'Agence spatiale canadienne, l'Initiative nationale de satellite a pour mandat de fournir une capacité satellitaire à prix abordable aux collectivités du Grand-Nord, du Moyen-Nord ainsi qu'aux autres régions éloignées du pays afin qu'elles puissent avoir accès à des services Internet à large bande. Quatre candidats ont été retenus au cours de la première phase et un total de 52 collectivités établies en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario et à Kativik au Québec ont bénéficié de cette infrastructure. En novembre 2005, une entente de financement a été conclue, ce qui permettra à 43 000 résidents, 14 000 ménages, 2531 institutions et 2100 entreprises des Territoires du Nord-Ouest de bénéficier, d'ici à la fin de 2006, d'un accès à Internet par large bande.

Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord

En complément à l'Initiative nationale de satellite, Industrie Canada a mis sur pied le Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord. Ce programme s'adresse aux collectivités qui n'ont pas accès au réseau Internet à haut débit. Ainsi, environ 1380 collectivités ont bénéficié de cette aide. À titre d'exemple, la municipalité de Tillsonburg au sud-ouest de l'Ontario a pu être reliée au réseau à large bande, puis développer et appliquer son plan de technologie stratégique. Cette infrastructure lui a permis d'améliorer sa prestation de services et de devenir un milieu propice aux affaires. Dernièrement, des fonds additionnels ont été dégagés, ce qui permettra de financer quatre nouveaux projets. L'Union des chambres de commerce et d'industrie de Portneuf, au Québec, bénéficiera ainsi d'un montant de près de 700 000 dollars pour offrir Internet à grand débit à 21 collectivités locales.

Enfin, le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique vise également à développer des réseaux à larges bandes. C'est par l'intermédiaire de ce programme que les habitants des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que 68 écoles et 103 collectivités des régions rurales et éloignées de Terre-Neuve-et-Labrador pourront accéder à ce moyen de communication grâce à des câbles sous-marins.

Les TIC dans les écoles et dans les lieux communautaires

Le tiers (33 %) des Canadiens âgés de 16 ans et plus n'ont pas accès à Internet à la maison. Ce nombre s'accroît dans les ménages moins fortunés et chez les personnes plus âgées, selon les données de Dual Digital Divide. Ainsi, pour réduire la fracture numérique, il est primordial que des ordinateurs munis d'Internet soient disponibles dans les lieux publics. Différents programmes communautaires ont donc été mis en place pour y arriver.

Programme d'accès communautaire

Le Programme d'accès communautaire vise à offrir aux Canadiens un accès public à Internet abordable ainsi qu'à enseigner les connaissances nécessaires à son utilisation. Différents partenaires peuvent s'associer au projet, tels que les bibliothèques, les écoles, les organismes sociaux, les groupes de bénévoles et les groupes d'affaires. Sachant que la possession d'ordinateurs trop âgés, le coût et l'ignorance du fonctionnement figurent parmi les principales causes de la non-utilisation d'Internet, cette initiative s'avère d'une grande importance.

Le gouvernement du Canada participe également à d'autres projets qui ont pour objet de réduire la fracture numérique. Ainsi, le Partenariat d'intégration numérique récupère du matériel informatique usagé et le rend disponible, avec des logiciels appropriés et du soutien informatique, pour des maisons d'hébergement communautaires. Les sans-abri qui les fréquentent peuvent alors avoir accès au réseau des réseaux pour consulter l'information sur le logement, sur l'emploi, sur les services sociaux et sur les possibilités d'apprentissage. Ce programme permettra également de bâtir un réseau d'échange sur l'itinérance à travers le Canada.

Ordinateurs pour les écoles

En 1999, le Canada est devenu le premier pays à l'échelle mondiale à brancher l'ensemble de ses écoles et de ses bibliothèques au réseau Internet. Un programme national, Ordinateurs pour les écoles (OPE), a contribué à cette réussite. En effet, créé en 1993, ce programme d'Industrie Canada et de TelecomPioneers, avec la collaboration des secteurs publics et privés ainsi que de bénévoles, vise à recueillir, à

réparer et à remettre à neuf des ordinateurs usagés pour ensuite les distribuer aux écoles, aux bibliothèques et aux organismes d'apprentissage sans but lucratif. Depuis son lancement, plus de 650 000 ordinateurs ont été distribués et ce nombre augmente de 100 000 annuellement.

Internet et la langue française

Avec les années, le Web s'est enrichi de contenus en français et il devient plus facile pour un unilingue français de s'y retrouver, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Le programme Franccommunautés virtuelles a été implanté en 1998 afin de répondre aux besoins des collectivités francophones et acadiennes du Canada en matière de technologies de l'information. Plus d'une centaine de projets ont vu le jour grâce à cette initiative. Chacun, à sa façon, encourageait l'utilisation des TIC et le développement de contenus à saveur française. À titre d'exemple, au Québec, le projet Des jeunes filles branchées encourageait les fillettes âgées de 9 à 12 ans des quartiers défavorisés de Montréal à utiliser les TIC et à produire des contenus de qualité dans la langue de Molière.

En terminant, rappelons un autre programme du gouvernement fédéral qui a connu un grand succès et qui a permis à plusieurs villes et villages du Canada d'élaborer une stratégie pour mettre les TIC au service des citoyens, des entreprises et des institutions : les Collectivités ingénieuses. Pour en connaître davantage sur le sujet, consultez l'article « Les gouvernements locaux en ligne au Canada ou le Canada et ses collectivités ingénieuses » publié dans le bulletin e-Veille de décembre 2004. Mises ensemble, ces initiatives contribueront certainement à faire du Canada une société de l'information plus diversifiée et plus équitable.

Rédactrice : Sabrina Côté, analyste en statistique, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Sources :

Ekos Research Associates. [Integrated Findings : Final Report, Part of The Dual Digital Divide IV Study](#), 117 p.

Gouvernement du Canada. « [Un nouveau partenariat fédéral aide les collectivités à répondre aux besoins des sans-abri](#) », Communiqué de presse, 25 octobre 2005.

Industrie Canada. « [Entente d'infrastructure permettant d'accroître l'accès aux services à large bande dans les Territoires du Nord-Ouest](#) », Communiqué de presse, 24 novembre 2005.

Industrie Canada. « [Le ministre Lapierre annonce l'octroi d'un financement à l'Union des chambres de commerce et d'industrie de Portneuf...](#) » Communiqué de presse, 24 novembre 2005.

Site Web du [Centre de recherches sur les communications](#)

Site Web des [Franccommunautés virtuelles](#)

Site Web d'[Ordinateurs pour les écoles](#)

Site Web du [Programme d'accès communautaire](#)

Site Web des [Services à large bande](#)



Un fossé numérique existe aussi aux États-Unis

Terre d'accueil des plus grandes entreprises en informatique du monde, les États-Unis ne font pas bande à part en ce qui a trait à la fracture numérique. C'est ce que révèlent diverses études réalisées notamment par Pew Internet & American Life Project et la Leadership Conference on Civil Rights. Mis à part les écarts entre les plus pauvres, les moins scolarisés et les plus âgés, observés également au Canada et au Québec, d'autres disparités existent, notamment entre les milieux ruraux et urbains, ainsi qu'entre les groupes ethniques qui composent la population étasunienne. Néanmoins, le gouvernement fédéral américain et les États ont adopté certaines mesures pour tenter de diminuer

le fossé entre inforiches et infopauvres.

Une fracture entre milieux ruraux et urbains

Selon du Pew Internet & American Life Project, publiée en février 2006, les adultes américains habitant une région rurale sont moins branchés que les autres (62 % contre 70 % ailleurs)⁴. Il s'agit toutefois du plus faible écart jamais enregistré entre les deux secteurs au cours des dernières années. Trois facteurs démographiques peuvent expliquer ces résultats : la population en milieu rural est généralement plus âgée, moins instruite et gagne de plus faibles revenus. La haute vitesse est également moins présente dans les zones rurales. En effet, en 2005, le quart (24 %) des Américains qui habitent un milieu rural possédaient une connexion haute vitesse à la maison comparativement à 38 % en milieu rural et à 40 % en banlieue. En 2003, ces proportions étaient respectivement de 9 %, 21 % et 23 %.

Cette plus faible adoption d'Internet et de la large bande en milieu rural influe sur les activités pratiquées en ligne et le temps qui y est consacré. Dans une journée typique, 35 % des internautes en milieu rural utilisent Internet plusieurs fois par jour contre 44 % et 43 % en zone urbaine et en banlieue. Pour les internautes qui utilisent la haute vitesse, les différences ne sont toutefois pas significatives entre les milieux. Enfin, habiter un milieu rural diminue les chances qu'un internaute achète ou réserve un produit associé au voyage (51 % en milieu rural, 65 % ailleurs), effectue des opérations bancaires en ligne (34 % contre 43 %) et lise un blogue (21 % contre 28 %).

Des disparités entre les groupes ethniques

Un rapport rendu public en 2005 par la Leadership Conference on Civil Rights, conclut qu'il existe des écarts importants entre les divers groupes culturels qui composent la population étasunienne en ce qui a trait à l'accès à un ordinateur et à Internet. Ces disparités ne s'expliqueraient pas par le revenu ni le niveau de scolarité. Basé sur les plus récentes données du recensement, le rapport révèle que :

- Les Étasuniens d'origines africaine et latino-américaine sont significativement moins nombreux à posséder un ordinateur à la maison : plus de sept Américains de souche sur dix en possède un, contre la moitié des Afro-Américains et des Latino-Américains.
- Aussi, les Afro-Américains et les Latino-Américains résidant aux États-Unis naviguent moins sur Internet. Environ 40 % des enfants afro-américains et latino-américains habitent une maison branchée à Internet, contre 80 % des Américains de souche.

Même dans les ménages dont les revenus annuels dépassent les 60 000 \$ US, un fossé numérique sépare les groupes d'origines étrangères des Américains de souche. À l'inverse, les Américains d'origine asiatique sont plus nombreux à posséder un ordinateur à la maison et à se brancher sur Internet que les Américains de souche (78 % contre 70 %). Le rapport révèle également qu'une fracture numérique existe chez les personnes atteintes d'une déficience physique ou intellectuelle.

Des actions pour la démocratisation de l'accès aux technologies de l'information

Voici, en bref, quelques exemples d'actions qui ont été prises dans le but de démocratiser l'accès aux technologies de l'information aux États-Unis.

Différents programmes pour brancher les régions rurales

Au cours des dix dernières années, plusieurs programmes fédéraux ont permis de brancher les collectivités rurales et éloignées aux États-Unis, notamment le Rural Broadband Access Loan and Loan Guarantee Program, le Community connect broadband grant program, le Technology Opportunities Program (TOP).

Un ordinateur par enfant (One Laptop per Child)

Lors du dernier Sommet mondial de la société de l'information, une des grandes surprises de l'événement fut le dévoilement d'un ordinateur à prix modique produit par une équipe dirigée par Nicholas Negroponte, chercheur chevronné du MIT et passionné d'informatique. C'est l'organisme sans but lucratif One Laptop Per Child (OLPC) qui a pour mandat de produire et de distribuer ces ordinateurs aux enfants par l'intermédiaire des écoles. Ce projet est soutenu financièrement par de grandes entreprises privées, telles que Google et Rupert Murdoch. Pour Negroponte, la réduction de la fracture numérique passe par l'éducation et la formation. L'ordinateur représente, selon lui, un outil d'apprentissage hors pair que l'on doit rendre accessible à tous les enfants.

Competitive Communities Initiative (CCI) - État de l'Illinois

Competitive Communities (CCI) est une initiative mise en place par le ministère du commerce et des affaires communautaires de l'État de l'Illinois. Elle vise à aider les collectivités locales à se développer sur le plan économique et communautaire. L'essor des collectivités passant par leur accès à Internet, les collectivités admises au programme bénéficient de l'aide d'un conseiller pour mener à bien leur projet d'intégration des TI. À titre d'exemple, le comté de Galesburg-Knox a créé un portail régional intégrant un système d'information géographique (SIG) et le comté de Newton-Jasper a créé l'Academic Foundation qui a pour mission de faire l'achat de matériel informatique pour les écoles. Cette fondation a permis l'ouverture d'un laboratoire d'informatique qui donnera l'accès à Internet ainsi que des séances de formation en informatique à toute la communauté. L'accès des entreprises et des organisations à Internet a aussi été davantage développé.

Bien sûr, il ne s'agit là que de quelques exemples d'initiatives aux États-Unis. Plusieurs autres mesures ont été mises en place et d'autres actions ont été entreprises, tant dans les collectivités rurales et éloignées que dans les écoles et les milieux défavorisés. Il reste, cependant, beaucoup de chemin à faire avant l'accès universel à la société de l'information.

Rédactrice : Isabelle Vachon, chargée de projet, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO, avec la collaboration de Sabrina Côté, analyste en statistique.

Sources :

Broadband Loan Program Notice of Funds Availability. « [For FY 2005, no less than \\$2.157 billion in loans is available, \\$2.032 billion for direct cost-of-money loans, \\$46 million for direct 4-percent loans, and \\$79 million for loan guarantees](#) », 4 mars 2005.

Cane, Alan. « Crossing the digital divide », *Financial Times*, 22 février 2006, p. 2.

Competitive Communities (CCI) :

- [Programme](#)
- [Carte des CCI Communities](#)
- [Cas exemplaires](#)

Fairlie, Robert W. [Are we really a nation online ? Ethnic and racial disparities in access to technology and their consequences](#), Leadership Conference on Civil Rights, septembre 2005, 30 p. Consultez aussi le [communiqué de presse](#)

Harris, Blake. « [Will \\$100 Laptop Bridge the Digital Divide ?](#) », *Government technology*, novembre 2005.

National Telecommunications and Information Administration (NTIA). « [Evaluations of the Technology Opportunities Program](#) », 2005.

Pew Internet & American Life Project. « [Digital Divisions : There are clear differences among those with broadband connections, dial-up connections, and no connections at all to the Internet](#) », 5 octobre 2005, 12 p.

Consultez également le [communiqué de presse](#)

Pew Internet & American Life Project. « [How Women and Men Use the Internet](#) », communiqué de presse, 28 décembre 2005.

Pew Internet & American Life Project. « [Rural broadband Internet use](#) », février 2006.

Consultez également le [communiqué de presse](#).

US Department of Agriculture. « [Announcement of Grant Application Deadlines and Funding Levels](#) », *Federal Register*, Vol. 71, No 49, 14 mars 2006.



Des gestes en faveur d'une plus grande accessibilité à la société de l'information : exemples d'initiatives des provinces canadiennes

Chacune des provinces canadiennes a développé, au fil des ans, des mesures novatrices pour étendre l'accès à l'ordinateur et à Internet aux citoyens de son territoire. Que ce soit par l'intermédiaire des organismes communautaires, de l'entreprise privée, de coopératives ou de programmes gouvernementaux, toutes les provinces ont pris part à la réduction de la fracture numérique qui sévit au sein de sa population. Une tournée des provinces permet d'avoir un avant-goût de toute l'énergie qui a déjà été consacrée à cet objectif.

1. Nouvelle-Écosse

Depuis 1998, l'[Initiative de l'information de promotion de l'économie = Information Economy Initiative](#) en Nouvelle-Écosse permet notamment :

de fournir 6 200 ordinateurs aux écoles secondaires ;

de doter toutes les écoles publiques, les bibliothèques et les campus de collèges communautaires en Nouvelle-Écosse, de connexions haute vitesse Internet ;

de former des centaines d'enseignants aux applications pédagogiques de l'ordinateur et d'Internet ;

de mettre sur pied environ 375 sites d'accès à l'ordinateur et à Internet P@C, en collaboration avec les collectivités et plus d'un millier de bénévoles. Ces centres offrent également des séances de formation en informatique.

Mis en branle par les deux ordres de gouvernement - soit l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministère du Développement économique de la Nouvelle-Écosse et plusieurs autres ministères fédéraux et provinciaux -, le projet a aussi été rendu possible grâce à la collaboration des universités, des commissions scolaires et des collectivités de toutes les régions de la Nouvelle-Écosse.

2. Québec

Un des programmes les plus porteurs ayant été mis en place par le gouvernement du Québec en ce qui a trait aux technologies de l'information a certainement été le programme [Villages branchés](#). Aussi, Branchez les familles comptait parmi les mesures visant l'informatisation des foyers québécois. Le branchement des derniers kilomètres ne repose pas toujours que sur des mesures gouvernementales : des collectivités locales prennent part également au déploiement de l'accès à Internet à haute vitesse. La [Coop Wifi](#) en Abitibi-Témiscamingue en est un bon exemple. Cette coopérative permet aux ménages non desservis par les infrastructures actuelles d'avoir accès à Internet haute-vitesse sans fil (Wifi). Des antennes érigées sur les clochers d'églises des petits villages de la région permettent d'offrir le service.

D'autres projets provenant du milieu communautaire ont également porté leurs fruits. À cet égard, on ne peut passer sous silence tout l'apport des organismes à vocation de sensibilisation et de formation des personnes démunies et en difficulté aux nouvelles technologies, tels que l'[@venue](#) et [Communautaire](#). Une [Plateforme québécoise de l'Internet citoyen](#) a également été mise en ligne afin de regrouper les organismes et de concerter avec eux l'appropriation et l'accès aux technologies de l'information au Québec. Ces organismes souhaitent faire, des internautes québécois, des citoyens actifs dans la vie démocratique. D'autres organismes, comme le [Comité d'adaptation de la main-d'œuvre \(CAMO\) pour personnes handicapées](#), travaillent à l'intégration des personnes handicapées dans la société de l'information.

3. Ontario

D'abord, le projet L'Ontario branché - Connect Ontario : Broadband Regional Access Program (COBRA) - a grandement contribué au développement de la large bande sur le territoire de la province avant de se terminer en 2005. Puis, tout récemment, une plateforme collaborative a été mise en place pour mettre en lien les organismes sans but lucratif, les entreprises privées et les associations de bénévoles. La [Partnership Platform](#) a pour mandat de trouver de l'équipement informatique à prix modique pour les organismes nécessiteux. L'[Information Technology Association of Canada for Ontario](#) est à l'origine de ce projet. Grâce à ce site, il sera également possible pour les organismes sans but lucratif d'obtenir de l'aide bénévole pour informatiser leurs services et former leurs employés.

4. Saskatchewan

Le nord de la Saskatchewan recevait, en 2005, le financement nécessaire pour déployer Internet haute-vitesse au cours des deux années suivantes par l'intermédiaire du programme [Northern Broadband Network \(NBN\)](#). En tout, 35 collectivités situées au nord de la province

bénéficieront du service, grâce au partenariat entre le gouvernement de la Saskatchewan, le gouvernement fédéral et la [SaskTel](#), une société d'État qui offre des services de télécommunications.

5. Colombie-Britannique

En février 2006, 25 collectivités rurales de la Colombie-Britannique ont reçu les fonds nécessaires pour brancher les familles et les entreprises à la haute-vitesse. Le programme [Community Networking Infrastructure Grants](#) est une initiative du Ministry of Labour and Citizens' Services de la province. Grâce à ce programme, 151 communautés faisant partie d'une liste de collectivités exclues de la société de l'information ont été branchées à Internet haute-vitesse en 2005. Pour sa part, l'organisme sans but lucratif [British Columbia Wireless Network Society](#) offre le branchement à Internet par la technologie sans fil (Wifi). Il se donne pour mandat de brancher les collectivités éloignées afin de réduire les disparités entre régions rurales et urbaines en Colombie-Britannique.

Bref, plusieurs mesures sont en cours pour atténuer les écarts entre inforiches et infopauvres dans les provinces canadiennes. Cette revue de quelques exemples n'est pas exhaustive, elle a simplement pour but de relever quelques cas réels de mesures implantées dans diverses provinces. Espérons que ces mesures porteront leurs fruits et que d'autres acteurs mettront l'épaule à la roue pour freiner le fossé numérique.

Rédactrice : Isabelle Vachon, chargée de projet, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Sources :

« [Cross-sector Initiative Works to Bridge Digital Divide](#) », *NewsWire.ca*, 10 janvier 2006.

« [Coalition aims to bridge digital divide](#) », *The Globe and Mail*, 11 janvier 2006

Chartrand, Monique. « Communautique : Une expérience terrain », présentation PowerPoint, *Paver la voie de Tunis - SMSI II*, Winnipeg, 13-15 mai 2005.

Ministère canadien de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien. « [Le financement de l'accès haute vitesse à Internet dans le nord de la Saskatchewan est entièrement alloué](#) », communiqué de presse, 7 janvier 2005.

Ministry of Labour and Citizens' Services., B.C. Communities. « [Grants Bring Broadband to 25 Rural](#) », Colombie-Britannique, 24 février 2006

Network BC, [Closing the Digital Divide for British Columbia Communities](#), avril 2005, 28 p.

Plantevin, Jérôme. « Le sans-fil pour brancher à la haute vitesse les villages éloignés », *Les Affaires*, 17 septembre 2005.

Schick, Shane. « [ITAC Ontario creates portal for non-profits to source volunteer help](#) », *Itbusiness.ca*, 12 janvier 2006

Site Web de Communautique.

Site Web de l'[Initiative de l'information de promotion de l'économie = Information Economy Initiative](#).

SaskTel. « [High Bandwidth Network Provides Connectivity at the Speed of Light](#) », 16 juin 2005.

SaskTel. « [SaskTel to Invest \\$310 Million on Next Generation Access Infrastructure](#) », 25 janvier 2006.

Pour en savoir plus

Terre-Neuve et Labrador :

Department of Innovation, Trade and Rural Development Canada. Industry Canada, Atlantic Canada Opportunities Agency, [Setting the Context for a Federal-Provincial Broadband Strategy : The Current State of Broadband Data/Telecommunications Infrastructure in the Province of Newfoundland and Labrador](#), février 2005, 54 p.

1. [Statistique Canada](#); *Le Quotidien* du 9 novembre 2005 [Retour au texte](#)
2. Institut de la statistique du Québec. [Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes \(EIACA\)](#), 2003. [Retour au texte](#)
3. Selon l'ISQ : *Lorsqu'on compare les résultats québécois de 2003 à ceux de 1994, on observe un changement significatif dans le score moyen obtenu par les 16 ans et plus en compréhension de textes suivis, lequel passe de 255 à 266 points (...). Cette tendance à l'amélioration contraste avec la stagnation des scores moyens à l'échelle canadienne. On note donc une réduction des écarts entre les moyennes québécoises et canadiennes, mais ces écarts sont encore significatifs.* [Retour au texte](#)
4. Pew Internet & American Life Project, dans son rapport « Rural broadband Internet use », établit le portrait de l'utilisation d'Internet en comparant les adultes américains des régions rurales aux personnes habitant en milieu urbain. L'étude s'appuie sur la combinaison de données recueillies par sondage en septembre et décembre 2005 auprès de 5262 Américains dont 3508 internautes. [Retour au texte](#)



Le bulletin e-Veille est produit sous la coordination du ministère des Services gouvernementaux, en collaboration avec le CEFRIO.

Ministère des Services gouvernementaux
875, Grande-Allée Est, bureau 4.705
Québec (Québec) G1R 5R8
Téléphone : 418 528-5505
Télécopieur : 418 528-5606

Gestion et supervision

Pascal Doucet, coordonnateur de la veille et de la recherche au gouvernement en ligne, ministère des Services gouvernementaux
Eric Lacroix, directeur des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Réalisation et rédaction

Isabelle Vachon, chargée de projet, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Avec la collaboration de :

Catherine Lamy, directrice adjointe des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO
Sabrina Côté, analyste en statistique, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Édition Web

Stéphan Hamel, programmeur-analyste, Direction du secrétariat général et des services aux membres, CEFRIO.

Recherche documentaire

Isabelle Poulin et Annie Laroche, documentalistes, Direction des enquêtes et de la veille stratégique, CEFRIO

Révision linguistique

Diane Lambert-Tésolin, conseillère en rédaction, Direction des affaires publiques et des communications, ministère des Services gouvernementaux

[Publications précédentes >>](#)



- | [Gouvernement en ligne](#) |
- [Administration électronique](#) |
- [Sécurité de l'information](#) |
- [Connaissances](#) |
- [Ministère](#) |

- | [Service aérien gouvernemental](#) |
- [Documentation](#) |
- [Aide à la navigation](#) |
- [Politique de confidentialité](#) |
- [Pour nous joindre](#) |

Dernière modification de cette page : 2006-04-04



©[Gouvernement du Québec, 2005](#)